

ANN

Agencia de
Noticias de
Nicaragua

Boletín bimensual
No. 279
15 de enero de 1993
Managua



LA PAIX, DIT-ELLE

Managua, janv.— En ces temps de bilans annuels, la présidente Violeta Chamorro répète ce qu'elle dit sans arrêt, à savoir que son gouvernement a apporté la paix au pays. Une paix qui fait cependant beaucoup de morts, presque exclusivement parmi les civils, et qui paralyse la production dans certaines régions. Une paix rquée par des combats entre l'armée et la recontra. La lecture des journaux depuis le début du mois de décembre est à ce propos édifiante.

— 30 novembre: Région V : incursion nocturne d'un groupe recontra dans le village de Santo-Domingo. Un recontra tué par un policier et un ancien militaire égorgé près du village.

— 2 décembre : Région V : combat entre l'armée et un groupe de recontras. Un recontra blessé.

— 4 décembre : Région VI : les Forces armées révèlent un plan du groupe recontra 3-80 prévoyant le sabotage de ponts, d'installations électriques, de silos à grains de l'Etat, de bases de l'armée et de la police. Elles annoncent des opérations militaires destinées à empêcher son exécution. Les militaires indiquent également qu'une centaine de recontras qui opèrent dans la zone se sont réunis pour planifier l'attaque des bourgs de La Dalia et Waslala et l'assassinat de dirigeants sandinistes.

— 5 décembre : Région V : un militaire révèle au *Nuevo Diario* que 405 recontras, répartis en dix groupes indépendants, opèrent dans la région. Ce sont des groupes militaires qui com-

mettent aussi des actes de délinquance. Deux autres groupes sont en train de négocier leur seconde démobilisation.

— 5 décembre : Région VI : un producteur de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG, proche du FSLN) et un travailleur agricole sont assassinés par 4 recontras.

— 6 décembre : Région V : combat entre l'armée et un groupe de recontras dont le chef est tué.

— 8 décembre : Région VI : enlèvement de l'épouse d'un ancien officier de l'Armée par des hommes portant des armes de guerre. Il s'agit très probablement d'une action politique.

— 10 décembre : Région VI : le chef de la police de Quilalí, un ancien recontra, déserte et reprend les armes avec deux de ses hommes. Il prétend qu'on ne lui a pas donné la ferme, la maison et la voiture promis lors de sa démobilisation. Il était sur le point d'être l'objet d'une enquête à propos des atteintes aux droits humains commis par les policiers sous ses ordres.

SOMMAIRE

LA PAIX, DIT-ELLE

LES "PRIVILEGES" DOIVENT
ETRE SOLIDAIRES

LA CRISE CONTINUE ENTRE L'U-
NO ET LE GOUVERNEMENT

MOI, COMMANDANT EN CHEF DE
L'ARMEE

UN EXEMPLE DE GESTION OU-
VRIERE

FEMME, NE PLEURE PLUS, DE-
NONCE !

LES MARCHANDES DE BLUE-
FIELDS

L'INVASION DU PANAMA

EN BREF



40 P 11981

- 11 décembre : Région VI : trois membres d'une coopérative située près de La Dalia, dont deux militants sandinistes, sont enlevés puis tués par un groupe de 40 recontras fortement armés. Les terres de cette coopérative sont réclamées par leur ancien propriétaire. Les paysans de la zone affirment que les recontras sont payés par les latifundistes qui veulent récupérer leurs propriétés confisquées. Après le crime, des paysans des coopératives quittent la zone car les assassinats s'y sont multipliés. "On ne peut plus travailler la terre et la recontra nous a menacés de mort".
- 11 décembre : Région VI : environ cent recontras encerclent la petite ville de Waslala, contrôlant les routes d'accès et harcelant la population, dans le but d'attaquer la ville. Le *Nuevo Diario* annonce que 4 membres de coopératives ont été assassinés au cours des deux semaines précédentes près de Matiguás.
- 12 décembre : Région VI : trois membres d'une coopérative, militants historiques du FSLN, sont enlevés et assassinés à Yaosca, au nord-est de Waslala. Les terres de leur coopérative sont réclamées par un latifundiste auquel elles avaient été confisquées.
- 18 décembre : Région VI : la recontra fait une incursion dans le village de San José de Bocay, saccageant et pillant. L'armée intervient et d'importants combats ont lieu.
- 18 décembre : Région VI : la recontra menace toujours Waslala, mais n'a pas encore attaqué. L'armée a renforcé sa présence.
- 19 décembre : Région VI : une source militaire, confirmée par des témoins oculaires, affirme que la recontra est approvisionnée par avion.
- 20 décembre : Région VI : un groupe de recontras attaque un hameau près de Mulukukú et assassine une famille de 8 personnes, dont 5 enfants.
- 20 décembre : Région VI : un groupe de recontras enlève un policier volontaire près de Río Blanco.
- 20 décembre : Région VI : un groupe de recontras attaque un véhicule des Brigades de désarmement sur la route entre Jinotega et Matagalpa tandis qu'un autre attaque un camion. 2 blessés.
- 20 décembre : Région VI : un paysan, ancien militaire, est tué par la recontra près de La Dalia.
- 23 décembre : Région VI : la recontra assassine dans une embuscade un éleveur et son neveu sur la route entre Río Blanco et Paíwas, blessant aussi un enfant de 11 ans. Elle vole ce qu'elle trouve dans la voiture. Les jours précédents, ce groupe a fait des incursions dans plusieurs villages de la zone (Wilique, Wiliquito et Wana Wana) où il a désarmé plusieurs policiers et pillé.
- 30 décembre : Région VI : combat entre l'armée et un groupe de recontras qui occupe un hameau près de Yalí. Un recontra est tué, trois civils sont blessés dans le feu croisé quand la recontra se retire.
- 30 décembre : Région VI : un groupe recontra tend une embuscade au véhicule du délégué local du ministère de l'intérieur, près de San Rafael del Norte. Deux passagers, des militaires, sont blessés.
- 1 janvier : Région V : combat entre l'armée et un groupe recontra près de Camoapa. Deux recontras sont tués, dont le chef. L'armée trouve sur lui des documents qui prouvent les liens entre ce groupe et le mouvement "Sauvons la démocratie" de Virgilio Godoy et Arnoldo Aleman. Les militaires trouvent également une liste de sandinistes accusés de faire partie de la Sûreté de l'Etat, un plan pour assassiner trois personnes vivant dans le secteur et un autre qui prévoit l'enlèvement de propriétaires terriens pour obtenir une rançon.
- 2 janvier : Région I : un groupe de recontras tend une embuscade à trois véhicules, deux de l'armée et un du ministère de l'intérieur, sur la Panaméricaine près d'Estelí. Un lieutenant et une jeune femme enceinte prise en stop juste avant meurent dans l'attaque, un chauffeur est blessé. A partir de cette date, des groupes recontras se maintiennent près de la route, arrêtant les véhicules pour voler.
- 3 janvier : Région VI : la recontra attaque La Dalia, saccage et brûle un magasin d'approvisionnement des paysans et détruit la Poste. L'armée, arrivée sur les lieux une heure après, pourchasse le groupe, lui infligeant 3 pertes. La recontra enlève un travailleur de la santé, militant sandiniste, qui sera relâché quelques jours après. La *Radio Corporación*, d'extrême-droite, a annoncé l'attaque de La Dalia au moment même où elle se produisait et la mort du maire sandiniste Jaime Arauz. Cette dernière information était fausse.
- 4 janvier : Région VI : 60 recontras attaquent une coopérative près de La Dalia, volent tout ce qu'ils y trouvent et brûlent les installations.
- 4 janvier : Région I : la recontra attaque le hameau de Santo Domingo, blessant un habitant. Les coupeurs de café s'en vont par peur d'être tués.
- 4 janvier : Région VI : un groupe attaque une coopérative près de Mulukukú. Intervention de l'armée.
- 5 janvier : Région VI : les combats continuent entre l'armée et la recontra dans la zone de La Dalia, près de Mulukukú et près de Río Blanco. Un chef recontra est tué et plusieurs recontras sont blessés.
- 5 janvier : Région VI : la recontra attaque une plantation de café près de Jinotega. Les coupeurs fuient, après avoir été menacés de mort s'ils persistent à faire la récolte. L'armée détecte de nombreux mouvements de la recontra dans la zone de production de café et parvient à connaître des plans

d'attaque de plantations. Une source militaire estime que la recontra s'est lancée dans une opération publicitaire après une tournée politique des leaders d'extrême-droite A. Aleman, A. César et V. Godoy dans la Région VI à la fin du mois de décembre.

- 5 janvier : Région I : combats près de Quilalí, Région VI : combats dans le département de Matagalpa. La recontra fait des incursions à Rancho Grande.
- 5 janvier : Région VI : rassemblement de groupes recontras dans la zone montagneuse sous les ordres du groupe 3-80. Des paysans de Waslala, Mulukukú, Rancho Grande dénoncent la réorganisation d'un réseau de collaborateurs, courriers et maisons de sécurité de la recontra qui a recréé des "cellules", chargées entre autres d'éliminer les sandinistes.
- 6 janvier : Région VI : la recontra menace Rancho Grande. Elle enlève trois paysans. Les combats continuent dans le département de Matagalpa. Combats également dans le département d'Estelí, surtout près de La Trinidad. L'armée occupe la Panaméricaine entre Estelí et Condega pour protéger les véhicules qui y circulent.
- 7 janvier : la recontra assassine une propriétaire terrienne et son fils dans une embuscade, à Wana Wana, près de Río Blanco. Elle vole tout ce qu'elle trouve dans le véhicule.
- 7 janvier : combats près de Jinotega, (Région VI), et près d'Estelí (Région I).
- 7 janvier : Région V : la recontra enlève le fils d'un producteur agricole près d'Acoyapa. Ils demandent une rançon de 100 000 cordobas (20 000 dollars). Quelques jours après, le jeune homme parvient à fuir.
- 7 janvier : l'armée annonce que les combats qui ont eu lieu depuis le 28 décembre ont fait 11 morts (1 militaire, 8 recontras et 2 civils) et 20 blessés. 5 recontras ont été faits prisonniers et 2 civils ont été enlevés par la recontra.
- 8 janvier : Région autonome de l'Atlantique sud : un groupe de recontra attaque et détruit le local de la police à El Tortuguero, tuant un prisonnier et blessant deux policiers. La police de Bluefields signale que les incursions recontras sont constantes dans la région.
- 10 janvier : Région VI : un groupe de recontra attaque un véhicule de la police près de Jinotega : un policier blessé et un mort et un blessé du côté de la recontra. Ce groupe avait commis plusieurs vols dans des maisons quelques heures avant. Des combats ont lieu près d'El Cuá.
- 12 janvier : Région I : des recontras prennent d'assaut une camionnette de transport public qui se rendait à Quilalí. Dans la petite ville, ils tirent sur les passants, tuant deux personnes. On suppose qu'ils ont séquestré les 17 passagers pour les intégrer de force à leur groupe, afin de faire nombre en cas de négociations avec le gouvernement. Par ailleurs, les membres d'une coopérative de la même zone ont été à plusieurs

reprises menacés par des recontras qui leur ont demandé d'abandonner leurs terres sous peine de mort.

De nombreux producteurs exigent que le gouvernement mette fin aux actions des bandes armées, car la production est sérieusement menacée, en particulier la récolte du café. L'opération de "nettoyage" menée par l'armée et qui porte le nom de "Tout pour la stabilité", vise à obliger les recontras à se concentrer dans une enclave au nord de Quilalí avant la fin du mois de janvier. Mais pour l'instant, non seulement aucun groupe n'est entré dans l'enclave, mais ceux qui en étaient proches se sont éloignés.

Le ministère de l'intérieur et l'armée tentent de faire apparaître les recontras comme des "délinquants" et des "hors-la-loi", même si le général Ortega a un jour déclaré que c'est la crise économique qui provoque le retour aux armes et demandé des programmes sociaux destinés à empêcher que la recontra ait une base sociale. Pourtant, il est impossible de nier les liens qui existent entre ces groupes, le mouvement "Sauvons la démocratie" et les leaders d'extrême-droite. Lors de la manifestation de l'UNO, organisée le 5 janvier à Managua par A. César et composée essentiellement d'anciens contras, un groupe a distribué un tract dans lequel il revendique l'attaque de La Dalia et annonce qu'il va poursuivre ses actions. Mais le gouvernement ne veut pas de négociation politique avec la recontra. Il manifeste ainsi au courant de la droite qui veut le rétablissement rapide d'une situation néo-somoziste qu'il ne cèdera pas à la pression militaire.

Jusqu'à-là, le gouvernement n'avait agi que ponctuellement. Aujourd'hui, avec l'opération militaire "Tout pour la stabilité", il veut en finir avec le bras armé de l'extrême-droite au moment où celle-ci a perdu une bataille politique avec l'affaire de l'Assemblée nationale. -(ANN)

LES "PRIVILEGES" DOIVENT ETRE SOLIDAIRES

Managua, 14 janv.— Le gouvernement a annoncé le 10 janvier un paquet de mesures économiques, dont une dévaluation, qui viennent compléter celles qui avaient été prises en 1991. Malgré l'annonce de création d'emplois, les syndicats ne sont absolument pas convaincus.

"Nous entrons dans la phase de croissance économique", a affirmé le ministre de la présidence Antonio Lacayo en présentant le nouveau plan économique. Celui-ci consiste en une dévaluation de 20% du cordoba, dont la parité avec le dollar sera désormais de 6 X 1, une augmentation des taxes à l'importation et du prix du combustible et une réduction des dépenses de l'Etat. Le gouvernement promet en outre de créer 20 000 emplois temporaires et 30 000 emplois fixes, ces derniers grâce à une politique d'investissements publics, ainsi que d'augmenter le crédit à la production. La décision a été prise de procéder à des mini-dévaluations qui ne devront pas dépasser 5% par an. Par contre, les salaires restent bloqués. Le gouvernement a fait

valoir avec insistance que ceux qui ont un emploi sont "des privilégiés" et doivent être solidaires des chômeurs en acceptant qu'il n'y ait aucune augmentation salariale. Pour réduire les dépenses de l'Etat, les ministères et les institutions devront désormais payer 15% d'impôts.

Parallèlement, la présidente a modifié la composition du gouvernement. Un ministère de l'action sociale a été créé, qui coordonnera les actions des différentes institutions de l'Etat dans ce domaine. On constate également l'entrée de deux sandinistes, l'un comme ministre du tourisme et l'autre comme sous-directeur de l'Institut de la réforme agraire (note).

A. Lacayo a affirmé que le gouvernement a conçu ces nouvelles mesures économiques en tenant compte des revendications des différents secteurs sociaux. Cependant, aucune concertation n'a eu lieu avec les syndicats et le FSLN a précisé qu'il a pris connaissance du nouveau plan en même temps que le reste de la population. Le Front national des travailleurs (FNT) a manifesté son mécontentement. Il estime qu'encore une fois ce sont les gros exportateurs et les chefs d'entreprise qui sont favorisés, sans que rien ne garantisse que l'argent qu'ils vont gagner soit réinvesti dans le pays. Par ailleurs, il souligne que le pouvoir d'achat des salaires va sérieusement diminuer à cause de la dévaluation mais aussi de l'inflation qui ne va pas manquer de suivre. Les taxes à l'importation vont provoquer la hausse de la plupart des produits de fabrication nationale qui comportent presque toujours des éléments importés, sans compter que la hausse du combustible va avoir des répercussions obligatoires. D'un autre côté, l'obligation pour les institutions de l'Etat de payer des impôts ne peut manquer de provoquer de nouveaux licenciements et la fermeture de certains programmes. Quant à l'habillement social de ce plan, le FNT considère que c'est de la poudre aux yeux. Les 20 000 emplois temporaires seront très faiblement rémunérés (216 cordobas, soit 36 dollars, pour les premiers créés) et de durée limitée. Quant aux emplois fixes, même si le gouvernement parvient à les créer, leur nombre est insignifiant par rapport à celui des chômeurs estimé à 750 000. Le FNT fait remarquer que le gouvernement avait déjà promis, lors de la première phase des ajustements économiques en 1991, de créer 80 000 emplois: il en a créé seulement 20 000 et a licencié 40 000 personnes. Quant au crédit, même s'il est élargi, les taux d'intérêt restent très élevés et les paysans qui n'ont pas de titre de propriété continuent à en être exclus. Ce sont donc les travailleurs qui paient exclusivement le prix de la crise, sans aucune obligation pour les chefs d'entreprise de réinvestir ou de maintenir les prix à la vente. Le gouvernement affirme qu'il compte sur eux pour jouer le jeu et qu'il a confiance dans les lois du marché pour empêcher l'inflation.

Le Congrès permanent des travailleurs (CPT), principal regroupement de syndicats de droite, considère que "le modèle de croissance adopté se fonde sur le sacrifice des travailleurs" et n'a pas confiance dans les promesses du gouvernement.

De son côté, Le FSLN a émis un communiqué dans lequel il estime que le nouveau plan est le même que celui de 1991, avec "quelques modifications qui sont insuffisantes pour changer son caractère récessif pour la production et excluant pour la majorité de la population". Il souligne que l'annonce de créa-

tion d'emplois est "une affirmation générale et abstraite". Il expose à nouveau ses propositions au gouvernement: soutien intégral aux petits producteurs, en particulier aux travailleurs devenus propriétaires de leur entreprise, plan de relance de l'industrie, utilisation des ressources extérieures pour la reconstruction de l'infrastructure productive afin de créer des emplois, politique de crédit en faveur des petits et moyens producteurs, politique sociale qui garantisse principalement le droit à la santé et à l'éducation, programmes spéciaux pour les anciens contras et les anciens militaires, solution au problème de la propriété.

Alors que les chefs d'entreprises se montrent satisfaits des dispositions gouvernementales, la population manifeste son mécontentement face à la perte du pouvoir d'achat des salaires et ne semble pas convaincue de leur efficacité à long terme, cela malgré la publicité massive du gouvernement. -(ANN)

Note: Le nouveau ministre du tourisme est Fernando Guzman, qui avait été ministre de l'industrie au début de la Révolution et a occupé une charge importante dans la gestion des entreprises du FSLN. Le sous-directeur de l'INRA est Alvaro Fiallos. On note le remplacement d'Ernesto Salmeron par l'ancienne vice-ministre des finances, Marta Palacios, au poste de ministre de la santé et le départ d'Hortensia Rivas, vice-ministre de l'éducation, qui a annoncé qu'elle allait désormais militer dans les rangs du parti de la Résistance.

LA CRISE CONTINUE ENTRE L'UNO ET LE GOUVERNEMENT

Managua, 12 janv.— La situation à l'Assemblée nationale s'est renversée. Ceux qui la boycottaient y sont revenus et ceux qui, depuis trois mois, légiféraient sans quorum en sont provisoirement sortis, boycottant l'élection du nouveau bureau. La crise n'est pas pour autant terminée.

Le gouvernement a profité des vacances parlementaires pour prendre des mesures de force afin de mettre fin à la situation illégale instaurée à l'Assemblée nationale. La Police a pris possession du Parlement le 29 décembre et l'a remise à une junte provisoire chargée, comme le prévoit la constitution, de préparer l'élection du nouveau bureau, qui devait avoir lieu le 9 janvier. On se souvient que depuis le 2 septembre dernier, les députés du FSLN et le groupe de centre de l'UNO ne siégeaient plus pour protester contre les manœuvres illégales de son président, Alfredo César. Ce dernier, n'ayant plus le quorum nécessaire, avait appelé les suppléants à siéger, mesure contraire à la constitution. La Cour suprême de justice, saisie par le groupe sandiniste, avait jugé nulles et non avenues toutes des décisions prises par le Parlement depuis septembre. Il ne restait donc plus qu'à faire appliquer ce jugement.

Début janvier, les députés sandinistes et ceux du centre ont mené d'intenses négociations afin d'obtenir un consensus sur la composition du nouveau bureau mais surtout de convaincre les députés de l'UNO jusque-là restés fidèles à A. César de se présenter à la session parlementaire du 9 janvier pour élire le

président, les vice-présidents et les secrétaires de l'Assemblée. Le quorum -la moitié des députés plus un, soit 47- leur était assuré, puisque le FSLN compte 39 députés et le groupe de centre de l'UNO 8, mais le but de ces nombreuses rencontres plus ou moins secrètes étaient surtout de parvenir à fractionner le bloc des députés favorables à la ligne dure.

C'est dans cette atmosphère de tractations que les trois leaders d'extrême-droite, A. César, le vice-président de la République Virgilio Godoy et le maire de Managua Arnoldo Aleman ont appelé à une manifestation devant l'Assemblée, le 5 janvier. Un demi-millier de personnes, principalement des anciens contras, des maires du mouvement "Sauvons la démocratie", des personnalités politiques comme l'ancien ministre de l'intérieur Hurtado et des députés UNO, ont demandé la démission de Violeta Chamorro et ouvertement menacé de passer à l'action violente. L'extrême-droite a renouvelé ses protestations le jour de l'élection du nouveau bureau de l'Assemblée, sans parvenir à réunir plus de mille personnes. C'est malgré tout dans une atmosphère extrêmement tendue que ces élections ont eu lieu. Alors que les sandinistes estimaient qu'au moins 9 députés de la ligne César enfreindraient les ordres de ce dernier et se présenteraient ce jour-là, deux seulement occupaient leur siège. Le nouveau bureau est le fruit d'un consensus entre le groupe de centre de l'UNO et les sandinistes qui ont 3 postes sur huit. Le président est Gustavo Tablada, ancien ministre de la Réforme agraire et membre du Parti socialiste. Les sandinistes Reinaldo Antonio Tefel, Ray Hooker et Marcia Quezada ont été élus respectivement premier vice-président, deuxième et troisième secrétaire.

L'Assemblée est revenue à la normalité constitutionnelle, puisqu'il y a de nouveau le quorum, mais le bloc UNO n'a pas été brisé. Le groupe sandiniste et le groupe de centre de l'UNO n'ont qu'une étroite majorité. La crise politique au sommet continue donc, avec ses séquelles de violence dans le nord du pays où la recontra agit aujourd'hui plus que jamais comme le bras armé de la droite dure et des grands propriétaires somozistes. Cependant, il est de moins en moins probable qu'A. César parvienne à ses fins dans la bataille actuelle. La défaite des Républicains aux Etats-Unis représente un contre-temps et, par ailleurs, un récent sondage publié par *Barricada* montre que sa cote est radicalement tombée au Nicaragua, tout comme celle de V. Godoy. Mais celle de Violeta Chamorro également, alors qu'A. Aleman voit au contraire sa popularité s'accroître de façon notable. -(ANN)

ANN

MOI, COMMANDANT EN CHEF DE L'ARMÉE

Managua, 12 janv.— La destitution du général Ortega a été exigée par deux membres de l'ex-gouvernement sandiniste, Edmundo Jarquin et Carlos Tunnermann. Selon eux, cette mesure contribuerait à mettre fin aux divisions qui déchirent la société nicaraguayenne. Pure "arrogance", répond Humberto Ortega.

Quelques semaines après les remous suscités par les déclarations politiques du général Ortega, l'ancien ministre sandiniste E. Jarquin relance la polémique en déclarant au quotidien espagnol *El Pais* en décembre : "J'ai soutenu le maintien d'Ortega au gouvernement durant la transition mais l'évolution même de cette transition à laquelle il a notablement contribué fait que le moment est venu de son départ. Je ne vois pas comment le conflit qui divise la société pourrait diminuer tant que le général Ortega continue à en être le chef, alors qu'il est perçu par la majorité de la population comme celui qui a donné un caractère politique à l'institution. Il est important que l'Armée populaire sandiniste redevienne l'institution de la nation tout entière". Il se trouve qu'E. Jarquin est le gendre de la présidente Chamorro, avec laquelle le général Ortega connaît actuellement des tiraillements au sujet de son maintien à la tête de l'armée. La présidente a dû choisir, pour des raisons pragmatiques, de garder H. Ortega dans son gouvernement mais elle est soumise aux pressions de la droite qui ne manque pas de lui rappeler ses dures critiques à l'égard du "militarisme sandiniste".

Au cours d'une entrevue publiée dans le quotidien sandiniste *Barricada*, le général Ortega a condamné énergiquement les positions d'E. Jarquin et de certains autres, à qui il reproche d'être tombés dans le piège des groupes les plus réactionnaires du Nicaragua et des Etats-Unis et de faire leur jeu. "Ce n'est pas un hasard si les déclarations de Jarquin ont été publiées le jour même où le ministre de la présidence Lacayo était en visite aux Etats-Unis", a estimé H. Ortega. Il voudrait que son maintien soit considéré comme une condition du succès de la politique gouvernementale. Les "efforts titaniques" de ce gouvernement "pour résoudre les problèmes économiques du pays sont boycottés" par ceux qui exigent sa destitution "alors que nous pensions en avoir fini après le départ des responsables de la police".

Une réforme de la loi militaire devrait définir la durée du mandat à la tête de l'armée. A ce propos, H. Ortega a précisé : "Moi, Humberto Ortega, commandant en chef de l'armée, je suis d'accord pour que cette loi soit réformée mais selon les besoins de l'armée et non des caprices et des pressions politiques, encore moins si ces dernières viennent de l'étranger". Pour lui, l'objectif de la réforme devrait être "d'organiser la carrière militaire et d'assurer le système de sécurité sociale de l'institution armée. Nous pensons que les officiers ne doivent pas passer par les problèmes économiques qu'ont connus ceux qui ont été licenciés auparavant". Selon lui, la durée du mandat du chef de l'armée devrait être située entre 4 et 6 ans mais il aspire à un nouveau mandat lorsque celui-ci expirera car "c'est moi qui suis

le plus indiqué pour cela". H. Ortega nie cependant vouloir rester à son poste par goût du pouvoir : "Mes frères révolutionnaires qui sont dans l'armée ne l'accepteraient pas. Si telle était mon intention, ils m'auraient déjà expulsé ou fusillé". Il a par ailleurs déclaré qu'il n'envisageait pas de redevenir, une fois son mandat achevé, un militant actif du FSLN.

E. Jarquin a nié faire le jeu des Etats-Unis en s'en prenant à H. Ortega en affirmant que les méthodes qui consistent à discréditer une position en la taxant d'anti-patriotique accroissent la division au sein de la société. L'ex-ambassadeur sandiniste à Washington, C. Tunnerman, a expliqué dans le quotidien de droite *La Prensa* que le général Ortega représente "un facteur de division à cause de sa tendance à se mêler de politique". C. Tunnerman a demandé que la durée du mandat ne soit pas supérieure à 4 ans.

Cette dernière polémique entre le général et ses détracteurs est le produit d'un différend quant au rôle du chef de l'armée et non de divergences idéologiques car E. Jarquin et C. Tunnerman appartiennent, comme le général, au courant de centre du FSLN et pensent aussi que la stabilité politique ne peut être obtenue qu'en serrant les rangs derrière le gouvernement Chamorro. Les dernières déclarations d'Ortega renforcent l'impression qu'il s'attribue un rôle exagéré dans l'histoire actuelle du Nicaragua. •
-(ANN)

UN EXEMPLE DE GESTION OUVRIERE

Antonia Lopez

Managua, déc.— Depuis la chute des régimes socialistes et la vague néo-libérale, toute tentative de socialisation serait condamnée à l'échec, pense-t-on. Pourtant, dans certains cas, l'héritage en matière de gestion ouvrière est loin d'être négligeable. C'est ce que démontrent les travailleurs de l'usine de charcuterie industrielle Delmor au Nicaragua.

L'entreprise Delmor est un bon exemple de ce qu'un groupe de travailleurs peut apporter sur le terrain de la gestion ouvrière. Les ex-proprétaires de cette usine, liés au somozisme, cherchent aujourd'hui à la récupérer et à effacer ce modèle d'auto-gestion. L'ancien patron, Julio Morales, proche du dictateur Somoza, partit au Honduras en 1978 en laissant l'entreprise à la charge d'un gestionnaire qui, au lendemain du triomphe de la Révolution, l'abandonna sans capitaux et sans machines. Le syndicat demanda alors au ministère de la Justice de décréter la confiscation totale de l'usine, ce qui fut fait en mars 1980.

Ce fut le point de départ d'un nouveau type de gestion qui associe tous les travailleurs. La relance de l'usine s'est faite dans un contexte de crise, de blocus, d'hyperinflation, avec l'aide d'un programme d'investissement gouvernemental destiné à augmenter la capacité productive. Le syndicat a pris part à l'administration. Antonia Balmaceda, la dirigeante syndicale,

se souvient : "Nous nous sommes organisés pour diriger l'usine, chercher des machines, des pièces de rechange et de la matière première. Celle-ci était alors en vente au marché noir, ainsi que tout ce qui avait été volé durant la guerre de libération. On a tenté de convaincre les gens de nous rendre ce qui ne pouvait pas leur servir et c'est comme ça que nous avons récupéré de quoi relancer la production".

L'histoire des ouvriers de Delmor rappelle cette phrase du dirigeant révolutionnaire uruguayen Raul Sendic : "Beaucoup de gens sont prêts à sacrifier la consommation, même durant des années, en échange de la possibilité de réaliser leurs projets de travail". C'est ce qu'ont fait les travailleurs de Delmor, sans connaître Sendic. "Nous nous sommes unis pour pouvoir nous passer de salaire, parfois pendant quatre mois consécutifs. La nourriture nous était apportée à la maison", explique la déléguée syndicale.

Une organisation rigoureuse qui privilégiait l'exploitation judicieuse des ressources, la réduction des pertes et une distribution équitative des bénéfices ont permis de mener à bien l'expérience. Grâce à l'effort des 120 travailleurs, une part des bénéfices leur est revenue sous forme de primes à la production. Actuellement, ils disposent d'une cantine qui leur sert les trois repas quotidiens, d'une consultation médicale sur place trois fois par semaine, de l'accès à une clinique, du "panier de la ménagère" remis chaque mois -alors qu'il est supprimé peu à peu dans la plupart des entreprises-, du transport collectif gratuit pour se rendre à l'usine, du remboursement à 50 % des médicaments, de prêts et d'avances sur salaire. Le salaire minimum dans l'usine est équivalent à 160 dollars, sans compter les primes.

Comment font-ils? Plusieurs réponses s'imposent. L'entreprise marche bien grâce à la créativité de ses ouvriers, mille fois démontrée pendant la guerre quand il fallait réparer les machines sans pièces de rechange à cause du blocus. A cet élément, il faut ajouter une bonne gestion des ressources et un bon rendement favorisé par les conditions de travail, la bonne alimentation, l'attention médicale. Enfin et surtout, les ouvriers de Delmor font la preuve que la maîtrise des moyens de production par les travailleurs stimule la productivité et donc améliore la production.

L'exigence de qualité ne peut être négligée, car les produits importés font une concurrence de plus en plus forte aujourd'hui sur le marché. Les travailleurs et les gestionnaires de Delmor doivent donc améliorer la qualité, ce qui a pu être obtenu par la modernisation de l'infrastructure et le choix de la matière première. Le niveau de productivité atteint permet d'offrir le produit à un prix accessible.

La privatisation totale de l'entreprise au bénéfice des travailleurs consoliderait la société ainsi formée, avec une distribution des parts en fonction des années de présence dans l'usine. Elle permettrait également de conserver les avantages sociaux préservés jusque-là. Ce que veulent les travailleurs de Delmor. •
-(ANN/El Semanario)

FEMME, NE PLEURE PLUS, DENONCE !

Managua, déc.— Cet appel, peint il y a quelques années sur les murs de Managua à l'occasion de la Journée internationale des femmes, suscitait à l'époque quelques critiques. Il "divisait les forces", disait-on. Mais l'argument a fait son temps. Sans doute sait-on maintenant que "les forces" sont, de fait, divisées entre ceux qui veulent vraiment changer la société et les autres. Aujourd'hui, il y a toujours autant de raisons de pleurer mais les femmes osent de plus en plus dénoncer.

Le 25 novembre 1960, les trois soeurs d'une famille dominicaine étaient torturées et assassinées à Saint-Domingue par le dictateur Trujillo. Depuis, les Latino-américaines célèbrent à cette date la journée contre la violence sexuelle. Plusieurs débats et rencontres ont marqué la semaine du 25 novembre à Managua à l'initiative du mouvement des femmes et du Centre nicaraguayen pour les droits humains (CENIDH), qui mène bataille pour que les droits spécifiques des femmes soient reconnus comme des droits humains essentiels.

Si, au Nicaragua, la violence sexuelle ne fait qu'augmenter -on recense 22 % de plus de viols que l'année dernière- les comportements des victimes commencent à changer, peu à peu. "Nous sommes en train de passer d'une attitude passive, impuissante, à une attitude combative et digne pour exiger justice", constate la journaliste Sofia Montenegro dans *Barricada*. La multiplication des dénonciations d'actes de violence sexuelle pourrait bien signifier que celle-ci commence à être considérée comme un délit par la population. Les agressions contre les femmes sortent peu à peu de la sphère du privé, comme le prouvent deux exemples récents : un médecin renommé a été dénoncé à la police et dans les médias par une de ses clientes dont il avait abusé au cours d'une consultation; trois populaires joueurs de base-ball ont été traduits en justice sur plainte de la jeune fille qu'ils avaient violée. Rien n'a arrêté les victimes, ni la complicité des médecins serrant les rangs derrière leur collègue, ni les commentaires égrillards des journalistes sportifs suggérant que la jeune fille avait provoqué ses violeurs.

Les femmes ont pourtant bien des obstacles à vaincre pour obtenir que justice soit faite. La violence, dont sont victimes 70 à 80 % des Nicaraguayennes selon le ministère des Affaires sociales, doit laisser des traces pour exister aux yeux de la loi. Il n'existe pas de délit de mauvais traitement, comme l'explique un juge de Managua -le seul qui ait répondu à l'invitation au débat adressée à tous ses collègues. L'agression, pour être sanctionnable, doit laisser des lésions dûment constatées par un médecin (note). A moins qu'un témoin n'accepte d'accompagner la victime à la police. Comme dans la majorité des cas, c'est entre les quatre murs du foyer que s'exerce la violence sexuelle, les témoins, quand il y en a, sont impliqués affectivement donc peu enclins à faire une déposition à la police. La femme elle-même ne va que rarement jusqu'au bout de la

démarche judiciaire pour un ensemble de raisons économiques -les frais d'avocat, la crainte de perdre le soutien de son compagnon s'il est emprisonné- sociales et culturelles. De toutes façons, constate le juge, même lorsque les obstacles à l'action légale sont franchis, le délit est considéré comme mineur et le coupable libérable sous caution. Il n'a pas connu en trois ans d'exercice un seul cas porté en Cour d'Assises. Inutile également de se tourner vers les services sociaux qui, de même que dans les cas de mauvais traitements aux enfants, sont extrêmement frileux.

Pourtant, le mur du silence, de la peur et de la honte s'effrite.

Le gouvernement sandiniste, même s'il a relégué les questions familiales au second rang, a eu le mérite de poser ouvertement le problème de la discrimination contre les femmes et d'adopter, bien que timidement, un certain nombre de lois pour la combattre. Le gouvernement actuel, sous la pression des femmes, a fait passer en septembre à l'Assemblée une réforme du code pénal visant à sanctionner plus sévèrement le viol. Mais l'expérience des groupes de femmes prouve que le problème n'est pas tant la législation que les obstacles formels, sociaux et culturels qui entravent son application. Lorsqu'il s'agit de violence sexuelle, ce n'est pas un délit qui est jugé mais des conduites machistes, des valeurs. Or, dans la société nicaraguayenne, la violence machiste est la règle

et la non-violence l'exception. Difficile dans ces conditions pour une femme d'affronter seule les représentants de cette société, les policiers, les médecins, les avocats et les juges.

C'est pour cette raison que l'initiative des *defensoras populares* est irremplaçable. Leur mouvement, parti il y a deux ans d'un petit groupe de Masaya, s'est aujourd'hui étendu et agit dans de nombreux quartiers et localités. Ces femmes se sont constituées en groupes de pression contre les hommes coupables de violence et en groupes de soutien auprès des victimes. Elles accompagnent celles-ci dans leurs démarches à la police, chez le médecin, au tribunal, les aidant ainsi à dépasser la peur et l'isolement. Elles veulent maintenant se chercher des alliés et constituer des réseaux solidaires au sein des institutions, traditionnellement dominées par les hommes, afin de faire barrage aux préjugés. "Même si le juge ne sait rien du sauvage que je viens dénoncer, il le soutiendra en tant qu'homme", explique l'une d'elles. "Que ce mouvement des "defensoras populares" couvre tout le territoire, souhaite le sociologue Orlando Nunez, afin que plus un seul homme ne se sente autorisé à donner libre cours à sa violence! De même qu'il y a quelques années, on déclarait certaines zones du pays "libérées de l'analphabétisme", il faut qu'on puisse un jour les décréter "libérées de la violence sexuelle". -(ANN)

Note: Encore faut-il que ce médecin ne soit pas solidaire du coupable, comme cela s'est produit dans le cas précédemment cité du médecin violeur. "Faute de preuves", le juge a refermé le dossier.

LES MARCHANDES DE BLUEFIELDS

Gabriel Torres et Ronnie Vermooy

Managua, déc. — Au cours des cinq dernières années, Bluefields a connu une croissance rapide de son activité commerciale, au point qu'on a l'impression que le marché a avalé la ville. Beaucoup y voient une preuve de ce que le Nicaragua vit à l'heure de la libération du marché. Mais il s'agit en réalité d'un "commerce de conjoncture". Une conjoncture qui lance des centaines de femmes à la conquête d'une place sur le marché. Elles y bouleversent les coutumes commerciales et y gagnent une part d'autonomie.

"Recommencer" a été par trois fois le mot d'ordre dans l'histoire récente de Bluefields : en 1987, avec l'approbation du statut d'autonomie, on a voulu "recommencer" en dépassant les méfiances et les dommages causés par la guerre et la mauvaise communication entre Atlantique et Pacifique; en 1988, "recommencer" signifiait reconstruire la ville, organiser les quartiers et l'entraide après l'ouragan. En 1990, après les élections, il s'est agi de "recommencer" en essayant d'instaurer un pacte social entre l'homme de la rue et les institutions. Des centaines de femmes ont profité de l'occasion offerte par ces "recommencements" successifs pour se lancer dans le commerce, cherchant par là à résoudre les conflits souvent violents qu'elles vivaient.

STRATEGIES FEMININES

L'action de ces femmes pour transformer leurs conditions de vie a débouché sur la réorganisation du marché et de la société locale. Le bouleversement de la vie des quartiers par l'activité marchande nous amène à voir le marché autrement que comme un simple lieu ou un espace économique.

La croissance du marché a-t-elle obéi à une autorisation ou à une promotion politique ? Les commerçants sandinistes déclarent que l'activité s'est libérée à l'initiative du FSLN -mais tardivement et pour des raisons électorales, ajoute l'un d'entre eux. Pour les sympathisants de l'UNO, il est évident que ce n'est qu'à partir des élections qu'ils ont pu exercer librement leur activité. Une autre version associe l'expansion du commerce à l'ouragan : "Les gens se sont mis à vendre dans les rues car le marché était détruit. Beaucoup y sont ensuite restés et on ne sait pas comment arrêter ceux qui continuent à s'y installer".

Mais les explications "de l'intérieur" que donnent les femmes empêchent de considérer leur intégration au marché comme un phénomène mécanique et organisé, avec une seule origine et une même cause. Il s'agit en réalité d'un écheveau complexe de raisons liées à la lutte pour la survie et aux conflits domestiques. Dans le cas de l'une de ces femmes qui vient de Managua, aller vendre à Bluefields a été un recours face à la violence subie au foyer. Elle a utilisé cette stratégie en conservant l'apparence d'une femme soumise afin d'éviter la rupture définitive. "Mon mari me frappait; j'ai supporté la situation pendant un temps à cause des enfants. Maintenant, j'ai adopté une tactique : je pars vendre hors de Managua. Quand je vois que mon mari se met à boire, devient violent, je viens à Bluefields et je laisse passer un

peu de temps". Une autre, âgée de 40 ans, a six enfants dont elle est à la fois la mère et le père. Elle parle d'une "hérédité de malchance" contre laquelle elle a voulu lutter en se lançant dans le commerce, pour en finir avec la violence sociale et la violence physique exercée contre elle par les hommes de son entourage. Sa véritable profession d'infirmière lui plaisait davantage, mais le salaire était insuffisant. "Mes parents se sont séparés quand j'avais 8 ans. Mon père battait ma mère, tout allait mal entre eux. Ma mère nous a élevés en travaillant dur. A partir de 1960, elle a travaillé sur le marché de Bluefields. Mon propre mariage n'a pas bien marché. Mon mari avait tous les défauts habituels: il buvait, il courait les femmes et tout le reste. Ma mère m'a poussée à abandonner mon métier d'infirmière et à reprendre son commerce". Une autre qui tient un petit commerce à domicile et fait également de la vente ambulante, explique comment elle a affronté les conflits familiaux, les conséquences de la répression et de la guerre. "Quand j'avais 15 ans, mon mari est parti dans la montagne combattre Somoza. Alors, la garde somoziste a volé toutes nos affaires sous prétexte de perquisitionner. J'ai dû me lancer dans le commerce pour subvenir aux besoins du foyer; j'allais chercher des fruits et des légumes pour les revendre aux petits épiciers de Bluefields. Peu à peu, j'ai consacré de plus en plus de temps à cette activité, j'ai vendu d'autres produits. Quand mon mari est revenu, je suis restée au foyer mais son salaire ne suffisait pas. J'ai donc repris la vente. Mais la guerre avait transformé mon compagnon et il m'a fallu supporter ses humeurs d'ivrogne impénitent. C'est moi qui ai mené la barque depuis; je me suis même lancée dans la production de parpaings et la réparation de matériel électrique".

La dirigeante de la Coopérative des petits commerçants explique que la majorité des 64 femmes qui en font partie se sont organisées pour faire face collectivement à leurs problèmes. Elle affirme que c'est la révolte contre les hommes et la lutte contre des conditions salariales et sociales injustes qui sont les principales raisons de leur entrée dans la profession. "A cause de la guerre, beaucoup d'entre nous se sont retrouvées seules et se sont mises dans le commerce. Certains de nos compagnons sont morts ou ont quitté le pays. D'autres, de retour au foyer, ne supportent plus leur famille, ou simplement ne gagnent pas assez d'argent. C'est toujours comme ça que commence l'histoire, et après, on nous traite de rebelles".

Ces entretiens confirment le fait que l'intégration au marché ne peut s'interpréter par le seul facteur économique. Les femmes interrogées insistent sur la violence qu'elles affrontaient avant de se lancer dans le commerce. Leur discours prouve que leur initiative a transformé l'image qu'elles ont d'elles-mêmes. L'activité commerciale n'est pas seulement un salaire d'appoint mais une possibilité pour les femmes de s'intégrer à la vie sociale urbaine et parfois d'accéder à l'autonomie économique.

CHANGEMENT DE SEXE, CHANGEMENT DE STYLE

Jusqu'à une période récente, le marché de Bluefields était peuplé principalement de commerçants de sexe masculin, souvent d'origine turque ou chinoise. Mais ces derniers ont pratiquement tous fui le pays lors de la révolution. Les magasins abandonnés ont été utilisés pour le commerce d'Etat et le

marché a été investi par des familles qui venaient d'autres régions du pays, en plus de quelques familles créoles. La féminisation du commerce constitue un phénomène plus récent.

Certaines parviennent à bénéficier d'une certaine reconnaissance sociale pour leur habileté, qui s'est d'ailleurs manifestée à l'occasion de cette enquête. Les commerçantes ont su montrer que l'image négative que la société a d'elles est fautive. Elles se plaignent de ce que les autorités les désignent comme boucs émissaires pour calmer les consommateurs mécontents des politiques économiques. Elles ont profité de l'enquête pour expliquer et défendre leur profession.

En les accompagnant au cours de leurs déplacements, qui les conduit parfois à déambuler pendant deux jours sur les marchés de Managua et à dormir loin de leur foyer, les enquêteurs ont pu se rendre compte des difficultés liées à leur activité, des négociations serrées autour des prix et des mille et une manières d'être commerçante. De nombreuses opérations se déroulent sur le bateau qui relie Bluefields au reste du pays, puis dans le bus. Dans des conditions peu confortables, on y fait affaire, on règle certains détails du commerce de la semaine. Les marchandes déploient une activité fébrile pour obtenir l'aide des hommes. Et elles y parviennent, malgré leurs faibles ressources. Elles ont besoin d'eux comme porteurs, chauffeurs ou informateurs. Là, tout est affaire d'initiative et de persuasion. Certaines, que l'on pourrait croire handicapées par leur âge ou leur obésité, deviennent célèbres sur les marchés pour la cour d'hommes qui les entoure. Certaines se déplacent selon un plan imaginaire des marchés, redessiné en fonction des zones où elles ont des amis, des secteurs où l'on vend les mêmes produits que les leurs et où elles iront se faire une idée des prix et des bénéfices, des grossistes chez qui elles font leurs achats en se regroupant pour ne pas avoir à voyager à chaque fois.

Malgré les obstacles, les commerçantes de Bluefields ont su franchir la porte du foyer et s'adapter aux nouvelles conditions du commerce. Cela leur a permis de remettre en question leur subordination aux hommes. Même si elles ne connaissent que peu les lois, elles les invoquent spontanément lorsque leurs intérêts sont en jeu en tant que femme ou commerçante. Elles ont fait la conquête d'un terrain qui représente des améliorations dans leur vie domestique, dans leurs relations sociales et elles ne sont pas prêtes à l'abandonner, comme le résume la dirigeante de la coopérative des commerçants : *"Quand je passe un jour sans sortir de la maison, ça me tue. J'ai fait tellement de choses, j'ai résolu tant de problèmes à la coopérative, que je ne veux pas revenir en arrière en restant sous la domination d'un homme"*. -(ANN/Wani, revue du Centre de recherche et de documentation de la Côte Atlantique)

L'INVASION DU PANAMA

Managua, janv.— Dans la nuit du 19 au 20 décembre 1989, une pluie de feu s'abattait sur Panama. L'invasion étatsunienne avait commencé. Quelques mois après, Chuchú Martínez (1) a raconté cette agression sans précédent dans son livre *L'invasion du Panama* (2) dont voici quelques extraits.

"Cela faisait des mois que les Etats-Unis faisaient des manoeuvres militaires hors de leur base dans le but de "ramollir" la population par la peur. Et aussi pour reconnaître le terrain. Depuis, ils ont eux-mêmes reconnu publiquement qu'ainsi les premiers mouvements de la véritable invasion avaient été camouflés, car tout le monde a pensé que ce n'était que des manoeuvres d'intimidation. Preuve supplémentaire que l'invasion avait été décidée bien avant les incidents (qui servirent de prétexte).

Le 3 octobre, une tentative de coup d'état contre le général Noriega avait échoué. On a su plus tard que la raison de cet échec résidait dans le fait que les Etats-Unis ne voulaient pas que ce putsch réussisse, car il aurait chassé Noriega mais les Forces de défense seraient restées intactes. Or, les Etats-Unis voulaient surtout démanteler cette armée animée de l'esprit nationaliste que lui avait insufflé Torrijos et qui était un obstacle à la révision des Traités Torrijos-Carter (3). Ce coup d'état ne devait pas réussir et les Etats-Unis ne lui ont apporté qu'un soutien militaire minime, qui sauvait les apparences mais était insuffisant pour parvenir au but (...) Le fameux Document de Santa Fé II, qui annonce la politique de l'administration Bush comme Santa Fé I anticipe celle de Reagan, affirme : *"Ni l'expulsion de Noriega ni les élections ne seront suffisantes"*. Le but fondamental est de "réformer les Forces de défense" (...) L'invasion n'a rien à voir avec Noriega mais beaucoup avec les bases étatsuniennes, à partir desquelles sont contrôlées les Caraïbes, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. Quelques semaines avant l'invasion, le général Thurman, qui est à la tête du Commandement Sud basé au Panama, a déclaré à la télévision que l'une des fonctions de ce Commandement est d'apporter un soutien logistique militaire dans la guerre qui a lieu en Colombie. Guerre dont ils disent qu'elle se mène contre le trafic de drogue mais qui vise fondamentalement le très important mouvement guérillero révolutionnaire. La Colombie a 30 millions d'habitants et des ressources naturelles presque illimitées. Une révolution en Colombie changerait le rapport de force sur le continent.

Les Etats-Unis veulent récupérer le droit de garder leur bases militaires au Panama après l'an 2000, ils veulent renégocier les Traités Torrijos-Carter ou trouver le moyen de rester. Ils ne peuvent le faire tant que les Forces de défense conservent la structure et l'esprit que leur avait donnés le Général Torrijos (...) Je suis absolument convaincu que ce que l'impérialisme envahit c'est précisément le Général Torrijos, ses Traités, ses Forces armées, son esprit nationaliste, sa politique régionale, et même son Noriega. Parce que ce qu'il y a de mauvais pour eux dans Noriega c'est justement ce qu'il tient de Torrijos, de sa politique

extérieure indépendante, de son nationalisme. Il fallait donc tuer Torrijos une seconde fois. Ils avaient déjà tué son corps, il fallait tuer son âme et son héritage (...).

L'épaisse et sombre fumée des événements qui se produisent dans le camp socialiste couvre ceux qui se déroulent au Panama. Les médias étatsuniens exagèrent délibérément le nombre de morts et la violence en Roumanie pour minimiser ce qui se passe ici. Les télévisions et les journaux du monde entier montrent des quantités d'images des morts de Roumanie et de la place Tien An Men, en Chine. Mais nulle part dans le monde, que je sache, on n'a vu un seul mort panaméen. Et pourtant, il y en a eu ici plus qu'en Roumanie et en Chine. Et, que je sache, cela n'a étonné personne. Cette campagne étatsunienne a servi sur deux fronts : elle a permis de discréditer le socialisme et d'occulter le massacre panaméen. Pour le monde, cela a été un prétexte commode pour ne rien savoir du génocide panaméen.

L'INVASION

Selon les données enregistrées par le sismographe de l'université, au cours des 14 premières heures du premier jour de l'invasion, l'armée étatsunienne a lancé 417 bombes et explosifs sur la ville de Panama. Elle ne s'est pas contentée de viser la Caserne centrale, elle a également bombardé les alentours pour que ses défenseurs ne puissent fuir. Et aussi pour tuer des civils, car cela fait partie de la terreur que la guerre psychologique veut provoquer chez l'ennemi. Un petit nombre de morts était insuffisant. J'ai vu un film vidéo, fait par l'armée étatsunienne, sur le bombardement de la Caserne centrale. On y voit l'intérieur d'un avion C-130 et tous ses équipements sophistiqués. Il y a deux grands écrans de télévision. On voit clairement comment éclatent les bombes. Bien que ce soit la nuit et malgré la hauteur, on voit tout très clairement et de très près, car ils utilisent des rayons infrarouges. Il y a un moment où la caméra suit une voiture, de façon lente et féline, sereine et sûre. Puis la bombe éclate et la voiture disparaît. On voit aussi une mitrailleuse bizarre, pleine de câbles, qui vise vers le bas. Elle tire à une rapidité tellement vertigineuse qu'un soldat ramasse les douilles à la pelle. Il y a aussi un canon qui tire presque en même temps quatre projectiles grands comme l'avant-bras. On entend les rires de l'équipage yankee et ses commentaires : "Good shot!". Ce que je veux dire, et ce que les Yankees veulent nous dire quand ils nous envoient ce film vidéo à Panama, c'est qu'il est absolument impossible de toucher une cible que l'on n'a pas visée. Les maisons du quartier d'El Chorillo, remplies de familles pauvres, ont été visées, lentement, froidement, et délibérément bombardées.

Le massacre de la population civile a un objectif clair : par la terreur, les Etatsuniens se sont assuré une paix des cimetières qui leur garantit qu'ils vont pouvoir rester jusqu'à l'an 2 000 et au-delà. Car la terreur est efficace. Ils ont voulu nous castrer pour les 20 ans qui viennent, 10 de plus que ce qui leur est nécessaire pour s'enkyster sur notre territoire pendant le siècle prochain. Ils nous ont sucé la moelle de la combativité. Ils nous ont terrorisés. Et cela me fait mal plus qu'à quiconque. Mais si nous ne le reconnaissons pas, nous n'allons jamais nous reprendre, comme le veut l'oligarchie. Bien sûr, cela ne lui fait pas mal

à elle, cela fait déjà un moment qu'elle est castrée. Et en plus, ce qu'on lui a coupé ne lui manque même pas.

Les soldats étatsuniens portaient au bras une sorte de mouchoir blanc qui était en réalité un "transponder", c'est-à-dire un moyen d'être identifié électroniquement depuis un avion, en pleine nuit et à n'importe quelle distance. Une personne détectée par sa chaleur ou d'une autre façon et qui n'était pas étatsunienne était immédiatement tuée. Ce n'était pas une confrontation de soldat à soldat. C'est seulement quand les bombes avaient rasé un objectif qu'arrivaient les soldats ou plutôt les tanks. Les Etatsuniens nous ont envahis avec une force démesurée capable d'écraser à partir d'avions des quartiers entiers, comme on écrase un insecte. La seule chose qui manquait, c'est les bombes atomiques. Tout le reste a été utilisé.

L'invasion du Panama est l'opération la plus importante menée par les Etats-Unis depuis la guerre du Vietnam. Je parle de l'invasion par la puissance militaire la plus grande, la plus moderne, la plus sophistiquée du monde d'un pays minuscule et sous-développé qui n'a aucun avion militaire ni aucun canon (...) Qui sait combien de bombes, de mortiers, sont tombés sur Panama. Au début, c'était toute les secondes, ensuite toutes les deux secondes... Il n'y avait pas plus de 2 000 combattants panaméens; les soldats étatsuniens, selon leur propres chiffres, étaient 27 000. Sûrement plusieurs milliers de plus.

Ils ont appliqué une nouvelle arme, de plus en plus perfectionnée. C'est la "guerre psychologique". Cela veut dire provoquer la terreur, la panique, démoraliser les gens, anihiler leur combativité. On y parvient en persuadant l'adversaire qu'on ne fera pas de prisonniers. Il y a beaucoup de témoignages de gens qui ont assisté aux exécutions. Un ami m'a raconté comment les Yankees tuaient les prisonniers, y compris ceux qui s'étaient rendus. Un autre, qui se trouvait à Rio Hato la nuit du 19, m'a dit qu'il avait vu des hélicoptères partir chargés de prisonniers et revenir vides. Quand on a exhumé les restes de certains patriotes, on a trouvé beaucoup de morts les mains attachées dans le dos et une balle dans la tête. Il y a des photos. Je ne sais pas combien il y a eu de morts. Certains parlent de 3 000, d'autres de 10 000. En tout cas un multiple de mille. Beaucoup de familles ont enterré leurs morts dans leur jardin sans les déclarer, car elles avaient peur. On a aussi menti sur le nombre de morts étatsuniens. Il semble que les Yankees avaient envoyé beaucoup de soldats latino-américains. On m'a dit qu'ils ont l'habitude de mettre les morts au nombre des blessés et d'annoncer leur décès quand ce n'est plus un sujet d'actualité. On dit que les deux hélicoptères récemment tombés dans la forêt et dont les équipages ont péri avec les troupes qui étaient à bord sont également un mensonge permettant de faire apparaître des soldats qui en réalité ont été tués pendant l'invasion.

Je suis convaincu que l'intention des stratèges étatsuniens était de paralyser de peur toute la région et pas seulement le Panama. Comme l'affirme le dicton, "je le dis à Pierre pour que Jean le sache". Il est sûr que c'était aussi un message envoyé au Nicaragua et à Cuba. Mais surtout au Nicaragua, qui était alors en pleine campagne électorale. Les Nicaraguayens sont allés aux urnes avec une mitrailleuse dans le dos, menacés de mort, eux et leurs familles. Ils avaient pleinement raison de penser que si les

sandinistes gagnaient les élections, les gringos allaient les déclarer frauduleuses et déclencher l'invasion, comme ils l'avaient fait au Panama. 30 000 soldats yankees étaient là, à une demi-heure de vol, avec leur équipement militaire et les moteurs déjà allumés, regardant comment ils déposaient leur bulletin dans l'urne. S'ils avaient frappé si durement le Panama, où il n'y avait aucun projet révolutionnaire, comme pouvaient-ils ne pas frapper les Nicaraguayens, qui étaient en train de faire la révolution la plus belle du monde et donc celle qu'ils haïssaient le plus?

LE GENERAL NORIEGA

Plusieurs fois on a offert au général Noriega la possibilité de quitter le Panama et d'aller jouer ailleurs de sa fortune. Il a choisi de rester, s'opposant à l'empire le plus puissant du monde, risquant tout, et finalement perdant tout. Cette attitude n'est pas celle d'un gangster corrompu que seul l'argent intéresse. Récemment, Graham Greene, une autre personne qui se réfère toujours à Noriega avec respect, m'a donné son opinion, concise et précise : *"L'ennemi de mon ennemi est mon ami"*. Dans le fond, je suis à peu près d'accord avec lui. Plus que défendre Noriega, j'attaque ceux qui l'attaquent, tout d'abord parce que je ne crois pas que le problème soit la moralité de Noriega. Pourtant, je dois reconnaître qu'il doit y avoir quelque chose de bon en lui pour que les gringos le haïssent autant (...) Je ne doute pas une minute qu'en ce moment les Etats-Unis sont en train de lui offrir une peine légère et même la possibilité de trouver une solution légale pour le mettre en liberté, à condition qu'il couvre de boue la réputation et le prestige de Fidel Castro. Exactement comme ils l'ont proposé aux trafiquants de drogue contre Noriega lui-même. Mais Noriega, que je sais, n'a pas accepté de fuir ses responsabilités en échange d'une liberté qui le convertirait en traître et en menteur (4) (...) Même si tout ce que ses détracteurs disent de lui était vrai, il resterait également vrai que Noriega s'est opposé à l'empire étatsunien avec une dignité exemplaire et que cela pèse plus que toutes les accusations que l'on porte contre lui. Pour moi, le bien qu'il a voulu faire au Panama, par une politique extérieure indépendante et par sa décision de faire respecter les Traités Torrijos-Carter, a plus de poids que le mal qu'il a fait aux Etats-Unis en permettant que la drogue passe par le Panama (...) Nous applaudissons le général Noriega pour avoir affronté de manière patriotique les Etats-Unis. Mais au moment de jouer carte sur table, il est devenu évident que ni lui ni ses conseillers n'avaient fait de plan sérieux en politique et en économie. Pas plus que sur le plan militaire. Les classes populaires, dont les besoins n'avaient pas été satisfaits, voyaient seulement un anti-impérialisme précieux, mais qui ne s'accompagnait de rien en leur faveur. Il n'est pas suffisant d'être contre l'empire, il faut être pour le peuple.

Le général a donné ce qu'il pouvait. Il était anti-impérialiste, mais il n'est pas allé plus loin. Je suppose qu'il lui a manqué la consistance que seule donne la conviction idéologique de gauche. Mais ce qu'il a pu donner, il l'a donné.

Je ne sais ce qui va se passer au Panama. Tout indique que s'approche la nuit du fascisme. Les riches sont insolents et

violents. Sous prétexte de réprimer la délinquance qui s'est déchaînée, les Etatsuniens et la police encerclent des quartiers entiers, où vivent les pauvres (...) Ils creusent leur propre tombe. Ces misérables qu'ils emmènent, les mains attachées dans le dos, qu'ils frappent, qu'ils humilient, ne pourront jamais être "démocratiques". Ils ne pourront jamais être favorables aux soldats blonds. A chaque coups de filet, ils produisent des révolutionnaires (...) L'objectif de cette invasion démesurée, terroriser le peuple, n'a pas été atteint, et cet échec me remplit d'orgueil et m'émeut aux larmes. Bien que le pays soit militairement occupé, les manifestations populaires sont comme une vague qui monte.

Et cela, messieurs, dans un pays occupé, avec des milliers de morts, avec les soldats yankees en uniformes et en armes dans les rues. N'y a-t-il pas là de quoi être fier à en pleurer d'être Panaméen ? -(ANN)

1 : José de Jesús Martínez, mort en 1991, était Nicaraguayen naturalisé Panaméen. Ce philosophe et mathématicien, professeur à l'Université, s'était engagé dans les Forces de défense et était devenu le garde du corps, le conseiller et l'ami du général Torrijos, expérience qu'il raconte dans un de ses livres, "Mon Général Torrijos" (NdT).
2 : "La invasion de Panama", Causadías Editores, Calle 86, No 49-33, Santafé de Bogotá, D. C., Colombia

3 : Le gouvernement Endara, mis en place par les Etats-Unis après l'invasion, vient d'organiser un référendum pour supprimer les Forces de défense. Mais l'esprit de Torrijos n'est pas mort et les Panaméens ont répondu non (NdT).

4 : Le général Noriega a été condamné en 1992 à une très lourde peine.

EN BREF

UN PETIT NOIRAUD, maigrichon, mal vêtu et pratiquement nu-pieds, un indien issu d'un quartier où il n'y avait même pas la lumière : c'est par ces mots qu'une plume anonyme du quotidien réactionnaire *La Prensa* a qualifié le dirigeant du Front national des travailleurs (FNT) Lucio Jimenez. Mais pendant que ses journalistes distillent la haine de classe et le racisme, *La Prensa* organise des séminaires sur...l'éthique dans le journalisme! Les chiens hurlent, la caravane passe, commente un dirigeant régional du FSLN.

SANTE. Les négociations entre le ministre de la Santé et les travailleurs en grève partielle depuis début décembre sont dans l'impasse. La dernière proposition du gouvernement consistait en une augmentation mensuelle de 100 cordobas (environ 16 dollars) pour tous alors que les employés exigent une augmentation minimum de 60% de leurs salaires, dont les plus bas équivalent à 60 dollars. Les principaux hôpitaux de la capitale ont suivi les mots d'ordre de grève totale de 24 heures lancés à plusieurs reprises par le syndicat FETSALUD.

SANTE. L'aide internationale à la Santé, en particulier pour l'achat de vaccins, sera considérablement réduite en 93 et le ministre a averti d'une probable extension des épidémies.

UNE PISTE dans l'enquête sur l'assassinat d'Arges Sequeira, le président de l'Association des expropriés, tué fin novembre : la police a identifié et lancé un mandat d'arrêt contre trois ex-officiers de l'armée, auteurs supposés du crime. Tous trois ont quitté le pays en décembre. On ne connaît toujours pas le mobile du meurtre, qui semble n'avoir pas été prémédité. Les dirigeants locaux du FSLN dénoncent l'acharnement des enquêteurs contre les sandinistes de la région pendant les investigations et s'indignent que la police ne fasse pas preuve d'autant de zèle quand les victimes sont sandinistes.

LA GREVE DE LA FAIM des officiers licenciés de l'armée aura duré 45 jours sans que le gouvernement cède. Afin d'éviter la mort de 6 d'entre eux, ils ont suspendu leur mouvement, destiné à obtenir une aide des pouvoirs publics. Les négociations ont repris avec le gouvernement. Ceux qui font encore partie de l'institution ont plus de chance. L'armée, qui est à la tête d'un capital économique important, de plusieurs entreprises dans le pays ou hors du pays, et, depuis peu, d'une banque, prévoit maintenant de mettre en place un système privé de couverture sociale pour ses membres.

LE TORQUEMADA NATIONAL, également maire de Managua, a de nouveau ordonné de recouvrir de peinture gris acier les fresques qui ornaient les murs de plusieurs bâtiments publics, en particulier le ministère de l'Éducation et la bibliothèque pour les enfants. Cette dernière, particulièrement subversive, représentait des enfants brisant leurs chaînes, celles de l'ignorance, en brandissant des livres.

L'AIDE des Etats-Unis accordée par le Fonds pour la stabilisation économique à certains pays dont le Nicaragua, sera considérablement diminuée en 93. Les 195 millions de dollars attendus par le Nicaragua pour l'année qui vient devraient être réduits de 65.

EL SALVADOR. La guerre est finie officiellement depuis le 15 décembre, avec la démobilisation du dernier contingent de la guérilla. Mais les négociations se poursuivent au sujet de l'attribution de terres aux combattants et de l'épuration de l'armée. Le président Cristiani a ordonné le 31 décembre les premiers changements dans l'armée, mais sans toucher à son haut commandement, contrairement aux recommandations de l'ONU.

Cette décision a provoqué une nouvelle crise entre les protagonistes du processus de paix. La balle est dans le camp de l'ONU, qui devra jouer de pressions sur Cristiani pour qu'il destitue les officiers de haut rang, dont le propre ministre de la défense Ponce. Le commandant du FMLN et dirigeant du Parti communiste Shafick Handal a reconnu qu'il y avait au sein du FMLN des divergences sur cette question de l'épuration.

GUATEMALA. L'armée a lancé une nouvelle opération "terre brûlée" dans certaines zones de la région indigène du Quiché. Selon la Commission centraméricaine des droits humains (CO-DEHUCA), les bombardements ont réduit en cendres certains villages. De violents combats ont opposé l'armée à la guérilla dans la région d'Ixcán, également indigène.

GUATEMALA. Le gouvernement et les Commissions permanentes des réfugiés ont décidé le 13 janvier de suspendre le retour de 4000 Guatémaltèques réfugiés au Mexique. Ce voyage était prévu pour le jour même. Ils sont 46 000, exilés au Mexique au cours des dix dernières années, à attendre que "les conditions" se prêtent à leur retour.

GUATEMALA. Le directeur de l'Agence guatémaltèque de presse a dû quitter le pays à la suite de persécutions et menaces de mort.

PANAMA. Selon le Droit international, une guerre entre deux pays permet d'annuler les accords bilatéraux passés en temps de paix. Cela aurait-il quelque chose à voir avec la décision des Etats-Unis de déclarer Noriega prisonnier de guerre, reconnaissant ainsi implicitement que l'invasion de décembre 89 était une guerre ? C'est la question que se posent certains membres de l'opposition panaméenne.

HAITI. Une vague de répression a été déclenchée contre les étudiants. 87 d'entre eux ont été blessés et 12 ont "disparu". Ils sont traqués jusque dans les hôpitaux où les militaires sont comme chez eux. C'est ainsi qu'un jeune a été assassiné dans son lit d'hôpital début décembre. -(ANN)

ABONNEMENT SEMESTRIEL: 229F (Comités 450F; Institutions 650F)
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS
Pour la Suisse : 62 CHF (Comités 133 CHF; Institutions
185 CHF) sur le compte 80-60518-0 Zurich.
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin
Tel : 505 2 668875 Fax: 505 2 668870